

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

28 NOVEMBRE 2022

ecofi Actifs pour
le futur

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

La COP 27

Une semaine après : très loin de la hauteur des enjeux !

La récente conférence de l'ONU sur le climat est devenue l'une des COP les plus longues de l'histoire en s'achevant le dimanche 20 novembre au petit matin après avoir débuté le 6 novembre en Egypte à Charm el-Cheikh.

La déclaration finale adoptée, résultante d'innombrables compromis appelle à une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre mais sans nouvelle ambition par rapport celles de la COP tenue à Glasgow en 2021. « Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant, et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu », s'est lamenté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Le climax de cette édition a été atteint avec l'adoption d'une résolution « historique » sur la compensation des dégâts causés par le changement climatique aux pays les plus pauvres. Cette notion de « pertes et dommages » climatiques a failli faire échouer la conférence, mais un compromis de dernière minute a été finalement trouvé. Même si de nombreuses incertitudes demeurent, le texte final acte du principe de la création d'un fonds dédié financé par les pays riches pour couvrir au moins en partie les dégâts subis par les pays pauvres. Ces derniers restent toutefois méfiants au sujet de la matérialisation de ce fonds, notamment sur les bénéficiaires, les contributeurs et les sources de financement. Antonio Guterres, avait appelé par exemple, à taxer les entreprises du secteur des énergies fossiles.

La question des réductions d'émissions a également été très animée mais force est de constater un recul sur les ambitions fixées lors des précédentes conférences. En particulier sur l'objectif phare de l'Accord de Paris : contenir le réchauffement à 1,5°C, cependant réaffirmé dans la décision finale. Les engagements actuels des pays signataires ne permettront pas de respecter cet objectif, ni même celui de contenir l'élévation de la température à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Ces engagements, s'ils sont intégralement tenus, mettraient la planète sur une trajectoire au mieux de +2,4°C en 2100.

Or avec le seuil de +1,2°C déjà atteint, les impacts catastrophiques se multiplient d'ores et déjà. L'année 2022 a dû endurer des vagues de sécheresses, incendies et tornades dévastateurs, détruisant récoltes et infrastructures. Le coût des destructions explose également : la banque mondiale estime à 30 milliards de dollars le coût des inondations qui ont recouvert d'eau un tiers du Pakistan. Les pays pauvres, souvent parmi les plus exposés mais la plupart du temps très peu responsables du réchauffement, réclamaient depuis des années un financement des pertes et dommages.

De nombreux pays ont estimé que les textes proposés par la présidence égyptienne constituaient un retour en arrière sur les engagements de Glasgow d'en relever régulièrement le niveau. « Cette COP a affaibli les obligations pour les pays de présenter des engagements nouveaux et plus ambitieux », a regretté Laurence Tubiana, cheville ouvrière de l'Accord de Paris de 2015.

Malheureusement, le texte de la COP27 n'a pas permis de s'attaquer à la cause première de l'urgence climatique : l'utilisation des énergies fossiles. Ce sujet devra être débattu pour adoption à la COP28, promettant de futurs affrontements notamment sur le sujet des contributeurs. Les pays développés, États-Unis en fer de lance, insistent pour que la Chine en fasse partie. La question de la réduction de l'usage des énergies fossiles, à l'origine du réchauffement n'a été qu'à peine mentionnée dans le compromis final. Après de vifs échanges, le charbon avait été vilipendé en 2021 mais en Égypte le poids des lobbyistes du secteur et les intérêts particuliers de plusieurs pays ont empêché l'adoption d'un accord sur l'élimination progressive, juste et équitable de toutes les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz).

Pourtant les préconisations des scientifiques sont limpides : pour lutter contre le réchauffement climatique, il est indispensable de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR

“

DE NOMBREUX PAYS ONT ESTIMÉ QUE LES TEXTES PROPOSÉS PAR LA PRÉSIDENTIE ÉGYPTIENNE CONSTITUAIENT UN RETOUR EN ARRIÈRE SUR LES ENGAGEMENTS DE GLASGOW...

”